

Le Commonwealth

Le Commonwealth est resté en 1977 une institution de consultation et de coopération internationales dont le caractère distinctif et l'efficacité ne se sont pas démentis. Composé de 36 pays qui regroupent, avec le quart environ de la population mondiale, diverses races, langues et cultures, pays dont le degré de développement économique varie, il donne une image juste des grands problèmes mondiaux et constitue une excellente tribune où des États égaux et souverains partageant certains idéaux peuvent s'entendre et travailler ensemble. Le Canada lui est demeuré entièrement fidèle, conscient du rôle positif qu'il joue dans la recherche de solutions aux problèmes mondiaux.

La réunion biennale des chefs de gouvernement, qui couronnait en quelque sorte les activités du Commonwealth en 1977, s'est déroulée à Londres en juin en l'honneur de la célébration des vingt-cinq ans de règne de la reine Elizabeth. Par ailleurs, des ministres du Commonwealth se sont réunis en quatre occasions au cours de l'année: lors de la septième Conférence du Commonwealth sur l'éducation, de la Conférence biennale des ministres de la Justice, de la Conférence des ministres des Finances et de la cinquième Conférence médicale du Commonwealth.

Au cours de l'année, le Commonwealth s'est consacré à une multitude d'activités officielles et non gouvernementales. Il a renforcé ses liens avec l'Organisation des Nations Unies, auprès de laquelle il avait obtenu le statut d'observateur en 1976. De plus, fait qui ne manque pas d'intérêt pour le Canada, depuis que l'île Maurice et les Seychelles, membres de la Francophonie comme lui, font également partie du Commonwealth, les secrétariats de ces deux organisations ont commencé à se réunir régulièrement pour échanger des renseignements. Par ailleurs, la Fondation du Commonwealth a aussi annoncé l'octroi d'une subvention destinée à financer un programme expérimental de coopération d'une durée de deux ans entre le Commonwealth et les pays francophones d'Afrique.

Réunions des chefs de gouvernement

La situation en Afrique australe a été l'un des sujets traités en priorité à la réunion que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont tenue à Londres en juin. Les premiers ministres ont réaffirmé leur plein appui à la lutte que livrent le Zimbabwe et la Namibie pour obtenir l'indépendance ainsi qu'aux revendications des opprimés de l'Afrique du Sud. Ils ont reconnu la nécessité d'accroître les ressources disponibles au titre de l'aide humanitaire et technique dans cette région afin d'aider les populations autochtones d'Afrique australe à conquérir leur liberté.

Un autre sujet d'importance majeure fut celui de la situation économique mondiale au lendemain de la Conférence sur la coopération économique internationale et du «sommet» économique de Londres. La discussion a porté, notamment, sur le Rapport final du Groupe d'experts du Commonwealth qui, en mettant l'accent sur les problèmes des pays en développement, a grandement contribué à l'élaboration de la conception d'un nouvel ordre économique. Les chefs de gouvernement ont fait observer que le Commonwealth devait jouer un rôle utile dans la réalisation d'un consensus mondial sur les affaires économiques et se sont demandé comment il pourrait aider à résoudre des problèmes précis comme ceux des produits de base, de l'énergie, de la production alimentaire, du commerce et des finances.

Les participants ont aussi discuté de problèmes politiques, économiques et sociaux d'intérêt commun, dont les questions du Moyen-Orient et de Chypre, le droit de la mer, les droits de la personne et les nombreux secteurs d'activité où la coopération au sein du Commonwealth s'organise par le biais du Secrétariat et d'institutions connexes.

Le premier ministre Trudeau a ouvert les consultations sur deux questions difficiles qui intéressent le Canada: la violation des droits de la personne en Ouganda et la menace, brandie par quelques pays africains, de boycotter les jeux du Commonwealth qui doivent se dérouler à Edmonton en 1978, ce boycottage étant motivé par leur désapprobation des contacts sportifs entretenus avec l'Afrique du Sud. Les